



Communiqué

Campagne électorale

Le SISP réclame un réinvestissement important dans les services publics

Québec, le 5 décembre 2008 – À Québec, Lasalle, Sherbrooke et La Malbaie, des militantes et des militants des organisations membres du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) ont interpellé, aujourd'hui, les représentantes et les représentants des différents partis politiques afin qu'ils s'engagent à réinvestir les sommes d'argent nécessaires pour garantir l'accès à des services publics de qualité, et ce, sur l'ensemble du territoire du Québec.

Selon Lina Bonamie, porte-parole du SISP, les femmes et les hommes œuvrant dans les établissements de santé et d'éducation, ainsi que dans les bureaux des ministères et des organismes de la fonction publique, souhaitent vivement pouvoir offrir de meilleurs services à la population. Cependant, dans l'état de sous-investissement actuel, il est impossible d'y parvenir.

Fonction publique

Le SISP réclame un réinvestissement important dans l'ensemble des ministères et des organismes de la fonction publique. À cet égard, les organisations membres du Secrétariat demandent l'abandon de la politique de non-remplacement des départs à la retraite et le remplacement des quelque 5 000 postes qui ont été retranchés dans la fonction publique depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Charest en avril 2003. « Un tel rehaussement du nombre de personnes employées dans la fonction publique pourrait se faire à un coût relativement modeste en redirigeant les budgets affectés à la sous-traitance vers les ministères et les organismes. Ces budgets sont en forte hausse depuis la mise en oeuvre de la politique de non-remplacement des fonctionnaires », a expliqué Mme Bonamie.

Éducation

Le SISP demande également aux partis politiques de s'engager à déployer les efforts nécessaires afin de permettre au Québec de rattraper la moyenne canadienne au chapitre des dépenses en éducation. En ce sens, quelque 700 millions de dollars de plus devraient être consacrés au réseau des écoles primaires et secondaires. Par ailleurs, 800 millions de dollars doivent également être consentis à l'enseignement supérieur et à l'aide financière aux étudiants. Selon la porte-parole du SISP, ces investissements permettraient de diminuer le nombre d'élèves par classe et d'assurer des services professionnels et de soutien de qualité.

Santé

Le SISP réclame une hausse des investissements dans le système public de santé, de façon à ce que le Québec rejoigne la moyenne canadienne d'investissement en santé par habitant. À cet égard, la porte-parole du SISP rappelle que le Québec est l'une des provinces qui consacrent le moins de ressources par habitant pour le financement public de la santé, soit un écart de 301 \$ par habitant par rapport à la moyenne nationale. « Une fois ajusté à la moyenne canadienne, le budget de la santé devrait continuer de croître à un rythme d'environ 6 % par année pour pouvoir répondre aux besoins grandissants de la population », a précisé Lina Bonamie.

La leader syndicale rappelle que pour réussir à mettre de l'avant les mesures souhaitées par le SISP, le prochain gouvernement devra également s'attarder à réformer la fiscalité afin qu'elle réponde véritablement au principe d'équité entre les citoyennes et les citoyens, les corporations et les entreprises. « Malheureusement, les différents gouvernements qui se sont succédé ont délibérément choisi de priver l'État d'une part importante de ses revenus et, du même coup, de sa capacité d'agir. Nous constatons aujourd'hui les résultats des politiques néolibérales sur l'état de nos services publics. Parce qu'ils ont été créés pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population québécoise, nous croyons qu'il est grand temps d'agir et de réinvestir au sein de nos services publics », a conclu Mme Lina Bonamie au nom des organisations membres du SISP.

Profil du SISP

Le SISP regroupe 300 000 membres, issus de cinq organisations syndicales (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), dont près de 245 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La CSQ représente près de 160 000 membres, dont plus de 100 000 œuvrent au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La FIQ regroupe 57 000 membres du secteur de la santé. Le SFPQ représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. Quant à l'APTS, elle représente 26 000 travailleuses et travailleurs occupant des postes professionnels ou techniques au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Pour sa part, le SPGQ regroupe plus de 19 000 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

- 30 -

SOURCE : Sandra Gagné
Relations avec les médias, SISP
Cell. : 514 796-5093